



RCS : BOURGES

Code greffe : 1801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOURGES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00129

Numéro SIREN : 530 937 192

Nom ou dénomination : SARL ELEVEN

Ce dépôt a été enregistré le 15/01/2013 sous le numéro de dépôt 136

ACTE DE CESSIION DE PARTS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Monsieur Olivier BOUBAT,

né le 17 mars 1966 à ST AMAND MONTROND (Cher),
Demeurant : 5 avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND,
Marié avec Madame Isabelle GUILLAUMAIN sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union,

ci-après dénommé "le cédant"

D'UNE PART

ET

Monsieur Jean DU PEYROUX,

Né le 28 décembre 1968 à THIAIS (Val de Marne),
Demeurant La Touratte 18200 ARCOMPS,
marié avec Madame Coralie ROCHEBOIS, épouse DU PEYROUX, sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de SAINT PIERRE LES ETIEUX (Cher), le 19 avril 1996,

Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT

Né le 28 décembre 1962 à DIEGO SUAREZ (Madagascar),
Demeurant Les Bergeries 18340 LEVET,
marié avec Madame Bénédicte DUCHIER, épouse DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de LEVET (Cher), le 17 avril 1990,

ci-après dénommés "les cessionnaires"

D'AUTRE PART

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Il existe une SARL dénommée ELEVEN, au capital de 420.000 €, dont le siège social est situé 5, avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 530 937 192 RCS BOURGES depuis le 11 mars 2011 (ci après également dénommée « **la Société** »).

Cette société a pour objet le négoce au détail d'articles de tous sports, vêtements, chaussures et accessoires et plus particulièrement dans le domaine du football.

OB HLC JP

Depuis une augmentation de capital en date du 30 avril 2012, actuellement en cours d'enregistrement et de dépôt au greffe suite à un retard pris dans l'accomplissement des formalités, le capital de la Société est divisé en 420.000 parts de 1 €, numérotées de 1 à 420.000, réparties comme suit :

- Monsieur Olivier BOUBAT,	243.520 parts
- Monsieur Hervé GALLAND,	365 parts
- Monsieur Benoît DEFOIS,	57.343 parts
- société CADOGAN INVESTISSEMENTS,	59.386 parts
- société AMARGA DEVELOPPEMENT,	59.386 parts

Monsieur Olivier BOUBAT et Monsieur Benoît DEFOIS sont cogérants de la Société.

Monsieur Olivier BOUBAT et les cessionnaires se sont entendus pour le transfert de 2 des parts détenues par le cédant dans la Société au profit des cessionnaires.

C'est pourquoi, les soussignés ont signé le présent acte.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Cession de parts

Par les présentes, le cédant cède et transporte, avec les garanties ordinaires et de droit, aux cessionnaires qui acceptent DEUX parts qu'il détient dans le capital de la Société, numérotées 4 et 5 à Monsieur Jean DU PEYROUX et Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT à hauteur de UNE part chacun.

Le cédant déclare que les parts présentement cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits des cessionnaires.

Les parts cédées deviendront la propriété des cessionnaires à dater de ce jour.

Ils recevront seul la fraction des bénéfices de l'exercice en cours attachée aux parts qui leur sont cédées.

Ils seront subrogés dans tous les droits et obligations liés aux parts qui leur sont cédées.

Article 2 – Prix – Modalités de paiement

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de ONZE Euros QUATRE VINGT DIX cents (11,90 €) soit CINQ euros QUATRE VINGT QUINZE cents (5,95 €) par part, payés comptant ce jour par deux chèques :

- un chèque de CINQ euros QUATRE VINGT QUINZE cents (5,95 €) de Monsieur Jean DU PEYROUX à l'ordre de Monsieur Olivier BOUBAT,

- un chèque de CINQ euros QUATRE VINGT QUINZE cents (5,95 €) de Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT à l'ordre de Monsieur Olivier BOUBAT,

ce dont ce dernier leur donne quittance

DONT QUITTANCE

OJ HLC JP

Article 3 – Application des dispositions des articles 1832-2 et 1424 du code civil

1) Madame Isabelle GUILLAUMAIN, épouse BOUBAT, conjoint commun en biens de Monsieur Olivier BOUBAT a, par acte séparé, donné son consentement à la cession ci-dessus des parts dépendant de la communauté, conformément aux dispositions de l'article 1424 du code civil.

2) La part acquise par Monsieur Jean DU PEYROUX l'est au moyen de biens communs.

Madame Coralie ROCHEBOIS, épouse DU PEYROUX, conjoint commun en biens de Monsieur Jean DU PEYROUX a, par acte séparé, donné son consentement à l'acquisition ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil et a déclaré ne pas vouloir être personnellement associée et renoncer pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à Monsieur Jean DU PEYROUX pour la totalité des parts acquises.

3) La part acquise par Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT l'est au moyen de biens communs.

Madame Bénédicte DUCHIER, épouse DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, conjoint commun en biens de Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT a, par acte séparé, donné son consentement à l'acquisition ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil et a déclaré ne pas vouloir être personnellement associée et renoncer pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT pour la totalité des parts acquises.

Article 4 – Agrément

Conformément à l'article 11 des statuts, les associés de la Société ELEVEN se sont réunis ce jour en Assemblée Générale et ont voté à l'unanimité la résolution d'agrément de la présente cession et des cessionnaires comme nouveaux associés de la Société.

La collectivité des associés a également modifié l'article 8 « CAPITAL SOCIAL » des statuts pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts sociales.

Article 5 - Formalités de publicité - Opposabilité

Monsieur Olivier BOUBAT, cogérant, se voit confier tous les pouvoirs en vue de remplir les formalités de publicité prescrites par la loi. Dès qu'un exemplaire original du présent acte aura été déposé au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de dépôt, la gérance dressera un procès-verbal attestant le caractère définitif de la modification des statuts.

Article 6 – Déclarations fiscales

Les soussignés déclarent que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés et qu'elle n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

OZ HLC JP

En conséquence, les droits d'enregistrement sont calculés sur une assiette réduite à proportion du nombre des parts cédées sur le nombre total des parts, en application de l'article 726 III du Code Général des Impôts.

La présente cession sera soumise à un droit d'enregistrement d'un montant de 25 Euros correspondant au minimum perceptible.

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 8 de la loi du 18 avril 1918 (CGI article 1837) que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Cédant et cessionnaires déclarent :

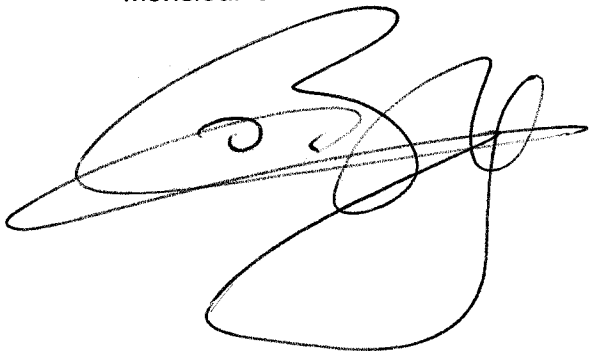
- qu'à la suite de la présente cession, la société ELEVEN restera une SARL,
- que le cédant était tenu, sur le plan fiscal, d'un engagement de conservation des parts cédées, et que dès lors, il ne pourra bénéficier de l'avantage fiscal spécifiquement attaché à ces 2 parts cédées,
- que le cédant a été informé des modalités d'imposition sur la plus value dégagée par la présente cession.

Article 7 – Election de domicile

Les soussignés font élection de domicile en leur demeure respective, telles qu'indiquées en tête des présentes.

Fait le 30 octobre 2012
En six (6) exemplaires originaux

LE CEDANT
Monsieur Olivier BOUBAT



LES CESSIONNAIRES
Monsieur Jean DU PEYROUX



Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE
THIEBLEMONT



Enregistré à : **SERV. DEP. D'ENREGISTREMENT-BOURGES**

Le 03/01/2013 Bordereau n°2013/4 Case n°11

Enregistrement : 25 €

Pénalités : 3 €

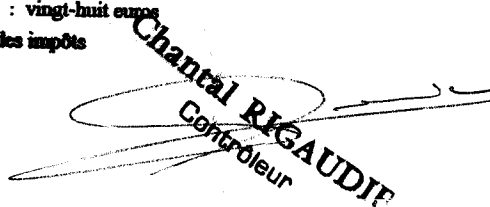
Est 26

Total liquidé : vingt-huit euros

Montant reçu : vingt-huit euros

La Contrôleuse des impôts

Chantal RIGAUDIE
Contrôleuse



ACTE DE CESSION DE PARTS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Monsieur Olivier BOUBAT,

né le 17 mars 1966 à ST AMAND MONTROND (Cher),
Demeurant : 5 avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND,
Marié avec Madame Isabelle GUILLAUMAIN sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union,

ci-après dénommé "le cédant"

D'UNE PART

ET

La société MIRADA,

Société à Responsabilité Limitée au capital de 40.176 Euros,
Dont le siège social se situe 64, rue de la Folie Mericourt 75011 PARIS,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 491 180 048 RCS PARIS,
Représentée par Monsieur Mathieu FOURMOND, cogérant dument habilité à l'effet des présentes,

Monsieur Mathieu FOURMOND

né 18 octobre 1970 à LAVAL (Mayenne),
demeurant 12 rue de l'Encheval 75019 PARIS ,
Célibataire

Monsieur François SEBASTIA,

né 17 décembre 1974 à SAINT JEAN DE LUZ (Pyrénées-Atlantiques),
demeurant 111 boulevard de Ménilmontant 75011 PARIS,
Célibataire

représenté aux présentes par Monsieur Mathieu FOURMOND, suivant pouvoir spécial,

ci-après dénommés "les cessionnaires"

D'AUTRE PART

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Il existe une SARL dénommée ELEVEN, au capital de 420.000 €, dont le siège social est situé 5, avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 530 937 192 RCS BOURGES depuis le 11 mars 2011 (ci après également dénommée « **la Société** »).

Cette société a pour objet le négoce au détail d'articles de tous sports, vêtements, chaussures et accessoires et plus particulièrement dans le domaine du football.

03

MF

Depuis une augmentation de capital en date du 30 avril 2012, actuellement en cours d'enregistrement et de dépôt au greffe suite à un retard pris dans l'accomplissement des formalités, le capital de la Société est divisé en 420.000 parts de 1 €, numérotées de 1 à 420.000, réparties comme suit :

- Monsieur Olivier BOUBAT,	243.520 parts
- Monsieur Hervé GALLAND,	365 parts
- Monsieur Benoît DEFOIS,	57.343 parts
- société CADOGAN INVESTISSEMENTS,	59.386 parts
- société AMARGA DEVELOPPEMENT,	59.386 parts

Monsieur Olivier BOUBAT et Monsieur Benoît DEFOIS sont cogérants de la Société.

Monsieur Olivier BOUBAT et les cessionnaires se sont entendus pour le transfert de 3 des parts détenues par le cédant dans la Société au profit des cessionnaires à raison d'une part chacun.

C'est pourquoi, les soussignés ont signé le présent acte.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Cession de parts

Par les présentes, le cédant cède et transporte, avec les garanties ordinaires et de droit, aux cessionnaires qui acceptent TROIS parts qu'il détient dans le capital de la Société, numérotées de 1 à 3 à la société MIRADA, Monsieur François SEBASTIA et Monsieur Mathieu FOURMOND, à hauteur de UNE part chacun.

Le cédant déclare que les parts présentement cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du cessionnaire.

Les parts cédées deviendront la propriété du cessionnaire à dater de ce jour.

Il recevra seul la fraction des bénéfices de l'exercice en cours attachée aux parts qui lui sont cédées.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations liés aux parts qui lui sont cédées.

Article 2 – Prix – Modalités de paiement

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de DIX SEPT Euros QUATRE VINGT CINQ cents (17,85 €) soit CINQ euros QUATRE VINGT QUINZE cents (5,95 €) par part, payés comptant ce jour par trois chèques :

- un chèque de CINQ euros QUATRE VINGT QUINZE cents (5,95 €) de la société MIRADA à l'ordre de Monsieur Olivier BOUBAT,

- un chèque de CINQ euros QUATRE VINGT QUINZE cents (5,95 €) de Monsieur François SEBASTIA à l'ordre de Monsieur Olivier BOUBAT,

- un chèque de CINQ euros QUATRE VINGT QUINZE cents (5,95 €) de Monsieur Mathieu FORMOND à l'ordre de Monsieur Olivier BOUBAT,

ce dont ce dernier leur donne quittance

DONT QUITTANCE

Article 3 – Application des dispositions de l'article 1424 du code civil

Madame Isabelle GUILLAUMAIN, épouse BOUBAT, conjoint commun en biens de Monsieur Olivier BOUBAT a, par acte séparé, donné son consentement à la cession ci-dessus des parts dépendant de la communauté, conformément aux dispositions de l'article 1424 du code civil.

Article 4 – Agrément

Conformément à l'article 11 des statuts, les associés de la Société ELEVEN se sont réunis ce jour en Assemblée Générale et ont voté à l'unanimité la résolution d'agrément de la présente cession et des cessionnaires comme nouveaux associés de la Société.

La collectivité des associés a également modifié l'article 8 « CAPITAL SOCIAL » des statuts pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts sociales.

Article 5 - Formalités de publicité - Opposabilité

Monsieur Olivier BOUBAT, cogérant, se voit confier tous les pouvoirs en vue de remplir les formalités de publicité prescrites par la loi. Dès qu'un exemplaire original du présent acte aura été déposé au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de dépôt, la gérance dressera un procès-verbal attestant le caractère définitif de la modification des statuts.

Article 6 – Déclarations fiscales

Les soussignés déclarent que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés et qu'elle n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

En conséquence, les droits d'enregistrement sont calculés sur une assiette réduite à proportion du nombre des parts cédées sur le nombre total des parts, en application de l'article 726 III du Code Général des Impôts.

La présente cession sera soumise à un droit d'enregistrement d'un montant de 25 Euros correspondant au minimum perceptible.

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 8 de la loi du 18 avril 1918 (CGI article 1837) que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Cédant et cessionnaires déclarent :

- qu'à la suite de la présente cession, la société ELEVEN restera une SARL,
- que le cédant était tenu, sur le plan fiscal, d'un engagement de conservation des parts cédées, et que dès lors, il ne pourra bénéficier de l'avantage fiscal spécifiquement attaché à ces 3 parts cédées,
- que le cédant a été informé des modalités d'imposition sur la plus value dégagée par la présente cession.

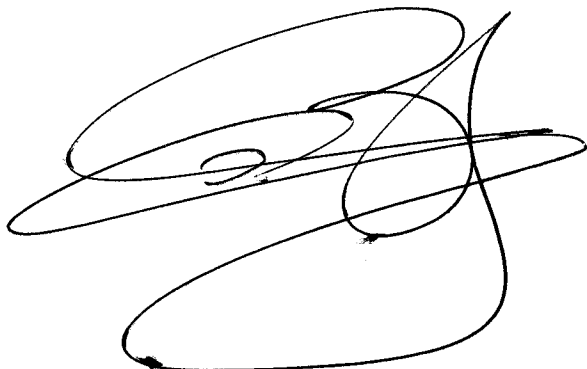
Article 7 – Election de domicile

Les soussignés font élection de domicile en leur demeure respective, telles qu'indiquées en tête des présentes.

Fait le 30 octobre 2012
en sept (7) exemplaires originaux

LE CEDANT

Monsieur Olivier BOUBAT



LES CESSIONNAIRES

La société MIRADA

Représentée par Monsieur Mathieu FOURMOND



Monsieur François SEBASTIA

Représenté par Monsieur Mathieu FOURMOND



Monsieur Mathieu FOURMOND



Enregistré à : SERV. DEP. D ENREGISTREMENT-BOURGES

Le 03/01/2013 Bureau n°2013/4 Case n°12

Est 29


Enregistrement : 25 €

Frais : 3 €

Total liquidé : vingt-huit euros

Montant reçu : vingt-huit euros

La Contrôleuse des impôts


Chantal RIGAUDIE
Contrôleuse

SARL ELEVEN

SARL au capital de 420.000 €

Siège social : 5 avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND

530 937 192 RCS BOURGES

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 30 OCTOBRE 2012

L'an deux mille douze et le trente octobre, à onze heures, les associés se sont réunis au siège social en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents :

M Olivier BOUBAT	propriétaire de	243.520 parts
M Benoît DEFOIS	propriétaire de	57.343 parts
la Société CADOGAN INVESTISSEMENTS	propriétaire de	59.386 parts
la société ARMAGA DEVELOPPEMENT	propriétaire de	59.386 parts
M Hervé GALLAND	propriétaire de	365 parts

Total des parts présentes :		420.000 parts

Monsieur Benoît DEFOIS préside la séance en sa qualité de cogérant associé.

Le président constate que les associés présents possèdent 420.000 parts sociales, soit la totalité des parts composant le capital social, en conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le président déclare que les documents légaux ont été communiqués aux associés plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Puis le président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Lecture du rapport de la gérance ;
- Autorisation de la cession de 3 parts sociales de Monsieur Olivier BOUBAT au profit de Monsieur Mathieu FOURMOND, Monsieur François SEBASTIA et la société MIRADA,
- Autorisation de la cession de 2 parts sociales de Monsieur Olivier BOUBAT au profit de Monsieur Jean DU PEYROUX, et Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT,
- Agrément des nouveaux associés,
- Modification corrélative de l'article 8 des statuts,
- Pouvoirs à conférer,
- Questions diverses.

46 . 03 A7 OH 30

Après discussion et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, autorise, conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, et sous réserve de l'adoption de la troisième résolution, la cession par Monsieur Olivier BOUBAT, de TROIS de ses parts, au profit de Monsieur Mathieu FOURMOND, Monsieur François SEBASTIA, la société MIRADA, à raison d'une part chacun numérotée de 1 à 3, moyennant un prix de CINQ EUROS QUATRE VINGT QUINZE CENTS par part.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, autorise, conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts, et sous réserve de l'adoption de la troisième résolution, la cession par Monsieur Olivier BOUBAT, de DEUX de ses parts, au profit de Monsieur Jean DU PEYROUX et de Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, à raison d'une part chacun numérotées 4 et 5, moyennant un prix de CINQ EUROS QUATRE VINGT QUINZE CENTS par part.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, comme conséquence de ce qui précède, décide d'agréer :

La société MIRADA,

Société à Responsabilité Limitée au capital de 40.176 Euros,
Dont le siège social se situe 64, rue de la Folie Mericourt 75011 PARIS,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 491 180 048 RCS PARIS,
Représentée par Monsieur Mathieu FOURMOND, cogérant dument habilité à l'effet des présentes,

Monsieur Mathieu FOURMOND

né 18 octobre 1970 à LAVAL (Mayenne),
demeurant 12 rue de l'Encheval 75019 PARIS ,
Célibataire

Monsieur François SEBASTIA,

né 17 décembre 1974 à SAINT JEAN DE LUZ (Pyrénées-Atlantiques),
demeurant 111 boulevard de Ménilmontant 75011 PARIS,
Célibataire

PO
02 H6-B7
A1

Monsieur Jean DU PEYROUX,

Né le 28 décembre 1968 à THIAIS (Val de Marne),

Demeurant La Touratte 18200 ARCOMPS,

marié avec Madame Coralie ROCHEBOIS, épouse DU PEYROUX, sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de SAINT PIERRE LES ETIEUX (Loire et Cher), le 19 avril 1996,

Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT

Né le 28 décembre 1962 à DIEGO SUAREZ (Madagascar),

Demeurant Les Bergeries 18340 LEVET,

marié avec Madame Bénédicte DUCHIER, épouse DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de LEVET (Loire et Cher), le 17 avril 1990,

en qualité de nouveaux associés.

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide de modifier ainsi qu'il suit l'article 8 des statuts :

« Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à la somme de quatre cent vingt mille euros (420.000 €). Il est divisé en quatre cent vingt mille (420.000) parts sociales de un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribuées proportionnellement aux apports et suite aux cessions intervenues depuis la constitution, de la façon suivante :

- | | |
|--|---------------|
| - Monsieur Olivier BOUBAT, deux cent quarante trois mille cinq cent quinze parts, ci
numérotées de 6 à 16.000, de 32.501 à 100.000,
de 125.001 à 241.600 et de 345.114 à 388.533 | 243.515 parts |
| - Monsieur Hervé GALLAND, trois cents soixante cinq parts, ci
numérotées de 241.601 à 241.900 et de 419.936 à 420.000 | 365 parts |
| - Monsieur Benoît DEFOIS, cinquante sept mille trois cent quarante trois, ci
numérotées de 16.001 à 32.500, de 241.901 à 265.000,
de 337.795 à 345.113 et de 388.534 à 398.757 | 57.343 parts |
| - société CADOGAN INVESTISSEMENTS, cinquante neuf mille trois cent quatre vingt six parts, ci
numérotées de 100.001 à 112.500, de 265.001 à 282.500, de 300.001 à 318.997 et de 398.758 à 409.346 | 59.386 parts |
| - société AMARGA DEVELOPPEMENT, cinquante neuf mille trois cent quatre vingt six parts, ci
numérotées de 112.501 à 125.000, de 282.501 à 300.000,
de 318.998 à 337.794 et de 409.347 à 419.935 | 59.386 parts |
| - La société MIRADA, une part, ci
Numérotée 1 | 1 part |
| - Monsieur Mathieu FOURMOND, une part, ci
Numérotée 2 | 1 part |
| - Monsieur François SEBASTIA, une part, ci
Numérotée 3 | 1 part, |

HG . 03 H PJ BO

- Monsieur Jean DU PEYROUX, une part, ci 1 part
Numérotée 4
- Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, une part, ci 1 part
Numérotée 5

Total égal au nombre de parts composant le capital social :
quatre cent vingt mille parts, ci

420.000 parts »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

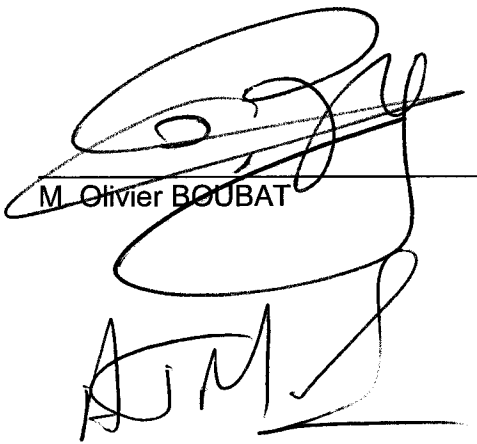
CINQUIEME RESOLUTION

La collectivité des associés donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité nécessaires.

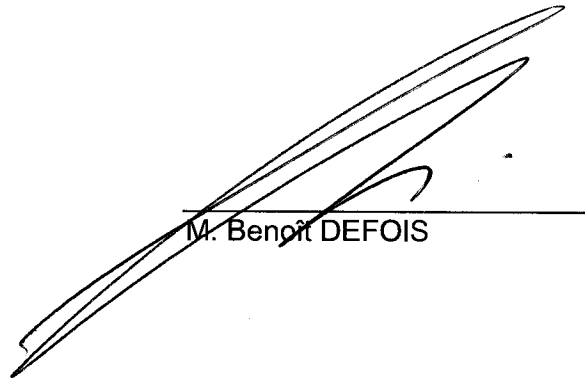
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les cogérants et associés.



M. Olivier BOUBAT

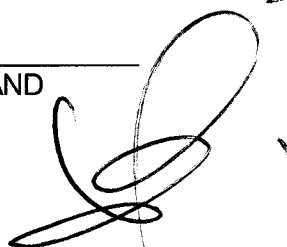


M. Benoît DEFOIS

CADOGAN INVESTISSEMENTS
M. Alec MASH

AMARGA DEVELOPPMEENT
M. Philippe LE DEROUT

Monsieur Hervé GALLAND



SARL ELEVEN

SARL au capital de 420.000 €
Siège social : 5 avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND
530 937 192 RCS BOURGES

PROCES-VERBAL DE LA GERANCE

L'an deux mille ~~deux~~^{trois} et le trois janvier

Le soussigné Olivier BOUBAT,

Agissant en qualité de cogérant de la société ELEVEN, SARL au capital de 420.000 €, dont le siège social est situé 5, avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 530 937 192 RCS BOURGES, rappelle que :

- suivant acte sous seings privés en date du 30 octobre 2012, enregistré à la Recette de ST AMAND MONTROND le 03.01.2013, bordereau 2013/4, case 12
Monsieur Olivier BOUBAT a cédé à Monsieur Mathieu FOURMOND, Monsieur François SEBASTIA et la société MIRADA TROIS parts sociales numérotées de 1 à 3,

- suivant acte sous seings privés en date à NANTES du 30 octobre 2012, enregistré à la Recette de ST AMAND MONTROND le 03.01.2013, bordereau 2013/4, case 11
Monsieur Olivier BOUBAT a cédé à Monsieur Jean DU PEYROUX et Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, DEUX parts sociales numérotées 4 et 5,

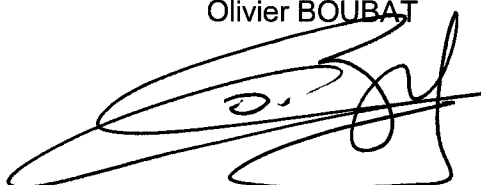
- suivant délibération de l'assemblée générale en date du 30 octobre 2012, la collectivité des associés a décidé de modifier l'article 8 « Capital social » des statuts pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts et ce, à compter du jour de la signification dudit acte à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social.

- un original des deux actes de cession a été déposé au siège social le 03.01.2013 contre remise par la gérance de deux attestations de ce dépôt.

Ces déclarations faites, le gérant constate que la modification statutaire sus-visée est devenue définitive à la date prévue, soit le 03.01.2013 jour du dépôt des actes au siège social.

De tout ce que dessus, le gérant a dressé le présent procès- verbal qu'il a signé après lecture.

Olivier BOUBAT



ELEVEN

Société A Responsabilité Limitée au capital de 420.000 €
Siège social : 5, avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND
530 937 192 RCS BOURGES

Copie Certifiée Conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a central circular mark, positioned to the right of the text 'Copie Certifiée Conforme'.

STATUTS

Mis à jour suite à l'AGE du 30 octobre 2012

Cessions de parts

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

EXERCICE

Article 1 - FORME

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du Livre deuxième du Code de commerce sur les sociétés commerciales, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

Dispositions générales relatives à l'objet social : pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes autres sociétés ou entreprises, françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Elle peut réaliser, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La Société a pour objet :

- Le négoce au détail d'articles de tous sports, vêtements, chaussures et accessoires et plus particulièrement dans le domaine du football,
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, installation, exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet social similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

SARL ELEVEN

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à

5, avenue Foch 18200 ST AMAND MONTROND

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus ci-après.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2012.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 – Apports

1) A la constitution de la Société, les associés fondateurs ont fait les apports en numéraire suivants :

- Monsieur Olivier BOUBAT a apporté la somme
de dix mille euros, ci 10.000 Euros

- Madame Isabelle BOUBAT a apporté la somme
de dix mille euros, ci 10.000 Euros

2) Suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 17 novembre 2011, le capital a été augmenté de 80.000 € par apports en numéraire tels qu'indiqué dessous :

- Monsieur Olivier BOUBAT a apporté la somme de soixante sept mille cinq cents euros, ci 67.500 Euros
- Monsieur Benoît DEFOIS a apporté la somme de douze mille cinq cents euros, ci 12.500 Euros

3) Suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 18 janvier 2012, le capital a été augmenté de 25.000 € par apports en numéraire tels qu'indiqué dessous :

- société CADOGAN INVESTISSEMENTS a apporté la somme de douze mille cinq cents euros, ci 12.500 Euros
- société ARMAGA DEVELOPPEMENT a apporté la somme de douze mille cinq cents euros, ci 12.500 Euros

4) Suivant délibérations de cette même assemblée générale extraordinaire en date du 18 janvier 2012, le capital a été augmenté de 175.000 € par incorporation de la prime d'émission dans le capital social.

5) Suivant délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 avril 2012, le capital a été augmenté de 45.113 € par apports en numéraire tels qu'indiqué dessous :

- société CADOGAN INVESTISSEMENTS a apporté la somme de dix huit mille sept cent quatre vingt dix sept euros, ci 18.797 Euros
- société ARMAGA DEVELOPPEMENT a apporté la somme de dix huit mille sept cent quatre vingt dix sept euros, ci 18.797 Euros
- Monsieur Benoît DEFOIS a apporté la somme de sept mille cinq cent dix neuf euros, ci 7.519 Euros

6) Suivant délibérations de cette même assemblée générale extraordinaire en date du 30 avril 2012, le capital a été augmenté de 74.887 € par incorporation de la prime d'émission dans le capital social.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à la somme de quatre cent vingt mille euros (420.000 €). Il est divisé en quatre cent vingt mille (420.000) parts sociales de un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées et attribuées proportionnellement aux apports et suite aux cessions intervenues depuis la constitution, de la façon suivante :

- Monsieur Olivier BOUBAT, deux cent quarante trois mille cinq cent quinze parts, ci 243.515 parts
numérotées de 6 à 16.000, de 32.501 à 100.000,
de 125.001 à 241.600 et de 345.114 à 388.533
- Monsieur Hervé GALLAND, trois cents soixante cinq parts, ci 365 parts
numérotées de 241.601 à 241.900 et de 419.936 à 420.000

- Monsieur Benoît DEFOIS, cinquante sept mille trois cent quarante trois, ci numérotées de 16.001 à 32.500, de 241.901 à 265.000, de 337.795 à 345.113 et de 388.534 à 398.757	57.343 parts
- société CADOGAN INVESTISSEMENTS, cinquante neuf mille trois cent quatre vingt six parts, ci numérotées de 100.001 à 112.500, de 265.001 à 282.500, de 300.001 à 318.997 et de 398.758 à 409.346	59.386 parts
- société AMARGA DEVELOPPEMENT, cinquante neuf mille trois cent quatre vingt six parts, ci numérotées de 112.501 à 125.000, de 282.501 à 300.000, de 318.998 à 337.794 et de 409.347 à 419.935	59.386 parts
- La société MIRADA, une part, ci Numérotée 1	1 part
- Monsieur Mathieu FOURMOND, une part, ci Numérotée 2	1 part
- Monsieur François SEBASTIA, une part, ci Numérotée 3	1 part,
- Monsieur Jean DU PEYROUX, une part, ci Numérotée 4	1 part
- Monsieur Hugues DE LA CHAISE ROCHE THIEBLEMONT, une part, ci Numérotée 5	1 part

Total égal au nombre de parts composant le capital social : quatre cent vingt mille parts, ci	----- 420.000 parts
--	------------------------

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Augmentation du capital

1 - Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

2 - Souscription en numéraire et apports en nature

Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, chez un notaire, ou dans une banque.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital doivent être entièrement libérées et réparties lors de leur création.

3 - Rompus

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles, devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

4 - Apporteurs ou acquéreurs communs en biens

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

5 - Apporteurs ou acquéreurs liés par un PACS

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

Le partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-après prévues pour les cessions de parts.

II - Réduction du capital social

1 - Conditions de la réduction du capital

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

2 - Pertes ayant pour effet de ramener les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider, dans les conditions prévues ci-après pour les décisions collectives extraordinaires, s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Que la dissolution soit ou non décidée, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du Tribunal de commerce du lieu du siège social, et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut par la gérance ou le Commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au Tribunal de commerce la dissolution de la Société. Il en est de même si les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 10 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES - INTERDICTION D'EMETTRE DES VALEURS MOBILIERES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Il est de plus interdit à la Société d'émettre des valeurs mobilières. Elle pourra toutefois procéder à l'émission d'obligations nominatives dans les conditions prévues par la loi.

Les droits de chaque associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

Article 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de commerce.

2- Agrément des cessions

a) *Cessions entre associés*

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

b) *Cessions au profit des conjoints, ascendants ou descendants*

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, et sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

c) *Cessions à des tiers non associés n'ayant pas la qualité de conjoints, ascendants ou descendants du cédant*

Dès lors que la société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, et sous réserve des dispositions d'un pacte extra statutaire.

3 - Procédure d'agrément

Dans le cas où l'agrément des associés est requis et lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société et à chacun des associés.

Dans les huit jours à compter de la notification qui lui a été faite en application de l'alinéa précédent, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet ou consulter des associés par écrit sur ce projet.

La décision de la Société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au deuxième alinéa ci-dessus, le consentement à la cession est réputé acquis.

En cas d'avis favorable, l'associé en est informé par écrit ou par la remise d'une copie certifiée conforme du procès-verbal contenant la relation de la procédure et de la décision prise. Il peut alors réaliser l'opération aux conditions communiquées.

4 - Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts.

Les frais d'expertise sont à la charge de la société.

A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du Président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

5 – Repentir du cédant

Le cédant pourra, à tout moment, renoncer à la cession.

S'il ne répond pas à une notification passé un délai de deux (2) mois à compter de la notification, il sera réputé avoir renoncé à la cession.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

1 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité en nombre des associés survivants.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou une lettre remise en main propre contre décharge, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

L'agrément pourra être donné au profit de tous les ayant droit de l'associé décédé ou au profit de certains d'entre eux seulement, indivisément ou séparément, au libre choix des associés survivants.

Dans ce cas, le ou les bénéficiaires de cette stipulation seront redevables à la succession de la valeur des droits sociaux qui leurs seront attribués.

En cas d'agrément partiel, chaque bénéficiaire désigné qui souhaiterait refuser son admission, devra le faire connaître à la société, par courrier recommandé avec accusé de réception ou acte extrajudiciaire, dans les trente (30) jours qui suivront la réception de la notification de la décision d'agrément qui lui sera adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou acte extrajudiciaire. A défaut, il sera réputé définitivement admis dans les conditions de la décision notifiée.

Si l'un ou l'autre des bénéficiaires désignés exprime son refus, la décision d'agrément sera rendue caduque pour le tout. Il conviendra alors, de convoquer une nouvelle assemblée générale des associés survivants à l'effet de statuer sur le sort des parts de l'associé décédé.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis pour l'ensemble des héritiers et ayants droit.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

2 - Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant non encore associé.

3 - Extinction du PACS

En cas de résiliation du PACS (d'un commun accord par les deux partenaires ou unilatéralement), la liquidation des parts indivises sera effectuée conformément aux règles applicables au partage (application de l'article 832 du Code civil par renvoi de l'article 515-6), avec possibilité d'attribution préférentielle des parts sociales à l'autre partenaire, moyennant le paiement d'une soulte.

A défaut d'accord amiable, la demande d'attribution préférentielle sera portée devant le juge compétent qui, si chaque partenaire réclame l'attribution du même bien, statuera en tenant compte des aptitudes de chacun à gérer l'entreprise et à s'y maintenir et de la durée de leur participation personnelle à l'activité de l'entreprise.

III – Augmentation de capital - apports

Les règles de transmission définies ci-dessus pour la cession des parts sociales, y compris celles stipulant un agrément préalable, sont applicables également aux opérations concernant :

- l'attribution de parts sociales nouvelles à toute personne physique ou morale non encore associée, en contrepartie d'apports en nature, en numéraire ou autres,
- ou sa participation à une augmentation de capital par cession de droits.

L'apport de parts sociales consenti par un associé au profit d'une personne morale est également assujéti aux règles définies ci-dessus pour la cession des parts sociales.

IV – Nantissement des parts sociales

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article 12, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1^{er} du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital social.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Les titres de la société pourront être donnés en location, dans les conditions prévues par la loi.

Article 13 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

Les droits attachés aux parts d'industrie sont fixés lors de la création desdites parts.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

Article 14 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

Article 15 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un Gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L. 223-19 du Code de commerce.

TITRE III

GERANCE

Article 16 - DESIGNATION DES GERANTS

La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques désignées parmi les associés ou en dehors d'eux.

En cours de vie sociale, la nomination des gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

Article 17 - POUVOIRS DE LA GERANCE

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était Gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le Gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la Société - Le Gérant", suivis de la signature du Gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le Gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 18 - DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1 - Durée

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée, au cours de la vie sociale, par la décision collective qui les nomme.

2 - Cessation des fonctions

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts. Enfin, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le Gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés un mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la Société.

3 - Nomination d'un nouveau Gérant

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du Gérant restant en fonction, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés représentant le quart du capital, soit par un Mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

En cas de décès du Gérant, tout associé a la faculté de convoquer l'assemblée générale mais à seule fin de procéder à son remplacement, dans les conditions de l'article L. 223-27, alinéa 5 du Code de commerce.

Article 19 - REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

Article 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

1 - Le Gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

2 - L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le Gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

3 - S'il n'existe pas de Commissaire aux comptes, les conventions qu'un gérant non associé envisage de conclure avec la Société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

4 - Les conventions que l'assemblée désapprouve produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

5 - Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de surveillance, est simultanément Gérant ou associé de la Société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales.

6 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 21 - RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Les associés peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, intenter l'action en responsabilité contre la gérance, dans les conditions fixées par l'article L. 223-22 du Code de commerce.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la Société, le Gérant ou l'associé qui s'est immiscé dans la gestion peut être tenu de tout ou partie des dettes sociales ; il peut, en outre, encourir les interdictions et déchéances prévues par l'article L. 223-24 du Code de commerce.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 22 - MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 24 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre cas, les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par les présents statuts, doit être donné par la majorité des associés selon les règles fixées audit article.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la Société est décidée dans les conditions fixées par l'article L. 223-43 du Code de commerce.

La transformation de la Société en Société en nom collectif, en Société en commandite simple ou par actions, en Société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 23 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 27 des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le Commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 24 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 25 - PROCES-VERBAUX

1 - Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le Président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du Président de séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

2 - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 - Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

4 - Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul Liquidateur.

Article 26 - INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le Ministère Public et le Comité d'entreprise s'il en existe sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 27- COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

Article 28 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 29 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 30 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la Société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

L'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la Société dans les conditions prévues par les articles L. 223-2 et L. 223-42 du Code de commerce.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cent, la Société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

Article 31 - LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 32 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.